

HÔPITAL, SANTÉ, MÉDECINS, SPÉCIALISTES... ON EST DANS LE DÉSERT DEPUIS TROP LONGTEMPS

DÉSERTS MÉDICAUX, DÉSERT TOUT COURT

QUATRE RENCONTRES ET DEUX LAPINS...

LOUIS LAPRADE, syndicat CGT des retraités de Chaumont

L'intersyndicale des retraités haut-marnais a pris l'initiative de rencontrer, dans le cadre de sa lutte contre les déserts médicaux, les différents acteurs et responsables de notre santé.

Lors de sa conférence de presse du mardi 23 novembre, elle a tenu à affirmer avec force sa légitimité à agir et à poursuivre cette démarche, en tant que représentante d'une catégorie importante de la population de Haute-Marne et soucieuse du bien-être de l'ensemble de ses habitants. Les retraité.e.s sont aussi, bien souvent, des patients, et les syndicats CGT, FO, CGC, UNSA, FSU et Solidaires ont tenu à préciser que leur action s'inscrit parfaitement dans les recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de Santé, pour laquelle le patient doit être au cœur des projets de soin. D'aucuns feraient bien de s'en souvenir.

Les syndicats sont souvent intervenus sur le sujet et ils ont décidé de continuer à le faire, l'étude récente des maires ruraux les conforte dans cet objectif.

Lors des rencontres avec le président du Conseil départemental et avec le Conseil de l'Ordre des médecins, nous avons pu échanger sur cette situation et chacun exposer ses positions sur des pistes éventuelles, dans une écoute attentive. Le président du Conseil départemental a son projet, que l'on connaît, mais aura-t-il la possibilité de le poursuivre ? Nous partageons avec lui l'idée qu'il faut « un chef de file » et que « l'hôpital doit être le sommet de la pyramide de soins. »

Le président de l'Agglomération évoque des initiatives

SUITE PAGE 3

MONTIER-EN-DER
SIMPLE QUESTION
DE CASTING PAGE 2

SANTÉ
UN SÉCUR DE PRÉFECTURE
LA PSYCHIATRIE
DÉSERTIFIÉE AUSSI PAGE 3

NOUVEAU RELAX
LA PRÉCAUTION
INUTILE PAGE 4

CHAUMONT
LA DÉMOCRATIE EN
QUESTION PAGE 4

GUADELOUPE

La Guadeloupe se révolte contre le pass sanitaire, mais plus largement contre les mauvaises conditions de vie et les injustices sociales criantes. Taux de chômage de 20%, 60% chez les jeunes, 1/3 des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, 1/3 de la population n'a pas accès à l'eau courante. Véolia, qui est le gestionnaire, n'assure pas les travaux de remise en état des conduites et les subventions de la métropole se perdent dans la nature.

Il y a aussi un très lourd contentieux lié au chlordécone, pesticide pulvérisé sur les bananiers, cause de nombreux cancers. Ajoutez les prix de l'alimentation qui explosent comme ceux des carburants, les salaires en dessous de tout et vous comprenez le pourquoi de la révolte ! La macronie répond à ces problèmes politiques par la trique !

Nos concitoyens de Guadeloupe, de Martinique se battent contre la liquidation de la République sociale et pour nos libertés à tous. Soutien total !



« Expliquez-moi comment il est possible de faire venir sur l'île 200 policiers en 48 heures quand il a fallu 5 semaines pour faire parvenir au CHU des bouteilles d'oxygène. » Élie Domota, secrétaire général de l'Union des Travailleurs de Guadeloupe (UGT)

À QUI PROFITE LE COVID

Les laboratoires Pfizer-BioNTech et Moderna engrangent chacun, aujourd'hui, grâce au vaccin, plus de 1 000 dollars par seconde, 65 000 dollars par minute et 93,5 millions de dollars par jour. Combien vont rapporter la 3ème, la 4ème dose et ainsi de suite ?

GUADELOUPE

Le gouvernement s'est engagé à fournir des vaccins contre le Covid-19 sans ARN messenger aux soignants en Guadeloupe qui le désirent.

Cela répond à l'une des demandes portées par ceux qui contestent l'obligation vaccinale.

À quand sur le continent ?

CASTEX TESTÉ POSITIF

Jean Castex, qui a postillonné sans masque en serrant des louches toute la semaine fait la morale aux Guadeloupéens en les traitant d'irresponsables. Il est positif au COVID malgré ses 2 doses. Il affirmait pourtant que "deux injections empêchaient d'attraper la maladie" !

THOMAS CORVASCE DE CHATEL À ANIMAL EXPLORA, AU TOURISME ET À LA CHASSE...

Après le ministère de l'Éducation Nationale sous Luc Chatel, Thomas Corvasce multiplie les casquettes et les indemnités sonnantes et trébuchantes en Haute-Marne. Responsable du projet Animal Explora (20 ans de gâchis d'argent public) au Conseil départemental, directeur de la Maison départementale du tourisme, il est aussi président de la Fédération départementale de la chasse.

C'est sous cette dernière casquette qu'il est intervenu dans le journal local pour défendre l'agraine des sangliers.

Cela consiste à les nourrir loin des cultures pour qu'ils les épargnent et à tirer sur des animaux peu mobiles et vulnérables dans un espace des plus restreints.

Une étude réalisée aux Pays-Bas montre que l'agraine augmente la prise de poids des laies, accélère leur maturité sexuelle et favorise leur taux de reproduction et donc leur prolifération.

Les chasseurs ne cherchent-ils pas ainsi à s'assurer un gibier abondant ? Doit-on encore autoriser l'agraine et cet abattage pour des raisons purement

économiques : recruter et conserver les actionnaires pour équilibrer les dépenses liées à la chasse (location de territoire, bracelets, gardiennage et agraine) ?

Ne devrait-on pas retourner à une chasse naturelle et authentique qui laisse la nature et ses périodes de disette maîtriser les populations de sangliers ?

BIENVENUE

Le 20 novembre, à Chaumont comme dans toute la France, les nouveaux arrivants ont été reçus officiellement en mairie. À cette occasion, il a été signalé qu'une famille de quatre personnes a quitté la Provence pour répondre à une offre d'emploi de Lisi Aérospace.

C'est à cette dernière que s'adresse notre question : en 2019, cette société déclarait un effectif de 743 salariés aux Forges de Bologne.

Aujourd'hui, d'après les syndicats, ils ne seraient plus que 570. Lisi éprouverait même des difficultés de recrutement. Deux arrivées de Provence, il faut s'en féliciter, mais que sont devenus les 173 manquants d'il y a deux ans ?

MARIE-ROSE PATELLI ET G. TARDENOIS

MONTIER-EN-DER

SIMPLE QUESTION DE CASTING

La renommée du festival de la Photo animalière et de nature de Montier-en-Der a largement dépassé les frontières du département et même du pays. Succès amplement mérité, dû à la conception de ce festival qui repose tout à la fois sur des salariés et un CA très actifs et une équipe de plus de 450 bénévoles, remarquable et efficace... Il faut aussi parler de la qualité des expos et des conférences avec des personnalités renommées qui viennent parler photo, environnement et défense de la nature.

Bref, *un moment de rencontre, de partage, de convivialité et de solidarité. Un bel exemple de développement territorial.* (site du festival : <https://www.photo-montier.org/>)

Une seule erreur de casting cette année, l'inauguration du festival par Bérange Abba, secrétaire d'État à la Biodiversité. On supposera que c'était un passage obligé.

Il y a quelque chose d'incongru à faire couper le ruban à celle qui a accepté la poursuite de l'utilisation du glyphosate, herbicide hautement dangereux, cédant ainsi aux lobbies de l'industrie agrochimique.

Position coupable s'il en est lorsqu'on sait que depuis les années 1980, 600 millions d'oiseaux ont disparu en Europe. Les chercheurs ont analysé les données de 378 espèces d'oiseaux originaires des pays de l'Union européenne. Les plus durement touchées sont les espèces associées aux terres agricoles. L'agriculture chimique a, en effet, entraîné la disparition d'insectes qui constituent la source de leur nourriture.



L'utilisation du glyphosate (dont le danger pour la santé humaine et l'environnement est reconnu) reste légale dans l'Union européenne jusqu'au 15 décembre 2022 et les pollueurs continuent pressions et fake news pour obtenir sa prolongation. On dit quoi ? Merci Abba ? **JSR**



Le film de Gilles Perret et François Ruffin est au cinéma

À L'AFFICHE DE CHAUMONT

Samedi	27	19h00
Dimanche	28	11h et 19h45
Lundi	29	20h45
Mardi	30	18h30



LA PSYCHIATRIE DÉSERTIFIÉE AUSSI !

La présentation du projet de fusion de l'hôpital de Saint-Dizier et du Centre hospitalier de la Haute-Marne (CHHM) a fait l'objet d'une annonce sidérante de la part de Jérôme Goeminne, directeur général du GHT* : le CHHM, donc les pôles André Breton à Saint-Dizier, Maine de Birand à Chaumont, Jeanne Mance à Langres sont déclassés par la Haute Autorité de Santé (HAS), c'est-à-dire à court terme sans doute, amenés à fermer. Annonce brutale et violente pour les personnels et les patients non informés.

Que s'est-il passé pour qu'un tel établissement, avec un vrai projet de soin construit par des psychiatres militants et engagés, avec des soignants motivés et convaincus, ait pu aller ainsi à l'abandon ? Il s'agissait de lutter contre l'aliénation, l'enfermement, la camisole chimique. De considérer le malade comme un sujet, une personne. De le laisser le plus possible dans son environnement, et que le soin aille à lui. Le nombre de services ouverts en psychiatrie et pédopsychiatrie en témoignent et ont fait leurs preuves. La HAS aurait découvert de la poussière sous le tapis, invoque Jérôme Goeminne, piteux euphémisme pour dissimuler le manque de moyens. La poussière est plutôt dans l'œil de ces gestionnaires de pénurie.

La fusion avec l'hôpital général de Saint-Dizier est une mauvaise solution. La médecine en psychiatrie est différente de la médecine générale et demande un projet propre et des moyens dédiés, une gouvernance sensible à la maladie psychique. Nous savons que les fusions ont comme but, justement, la réduction des moyens.

Quel va être le sort des personnels ? Déclassés eux aussi ? La pandémie actuelle engendre des cas nouveaux de difficultés psychiques, c'est reconnu, mais peu pris en compte, et c'est le moment choisi pour déclasser le CHHM et semer le découragement et le doute sur des professionnels déjà éprouvés et peu applaudis depuis longtemps.

Quelle sera la prise en charge des patients dans cette situation ? Après le confinement, le passe sanitaire, le masque, retour à l'enfermement et à l'aliénation ?

C'est finalement assez tristement, mais scandaleusement cohérent dans la France d'aujourd'hui. **L.L.**

*GHT *Groupement hospitalier de territoire*

DÉSERTS MÉDICAUX

QUATRE RENCONTRES ET DEUX LAPINS *(Suite de la page 1)*

locales et renvoie à la Région la responsabilité d'orchestrer des propositions. La maire de Chaumont, quant à elle, renvoie à la compétence de l'Etat et accueille avec une certaine distance l'initiative des retraités.

Quant au préfet et à l'ARS, ils nous ont simplement ignorés. Concernant le préfet, connaissant son indigence sur le sujet, ce n'est pas très important. Par contre, l'ARS, qui est la principale responsable de la dégradation de notre système de santé, refuse la rencontre et le dialogue, ne communique rien et nourrit l'insécurité de chacun. Pas étonnant que nos élus aillent en ordre dispersé à la recherche de solutions « bouche-trous », défendant chacun son pré carré électoral, sans cohérence départementale.

Nous nous posons la question de savoir s'ils veulent que la Haute Marne continue à exister. Le désert médical, c'est le désert tout court. L'attractivité de la nature ne suffit pas à maintenir ou attirer des habitants au regard des déserts dans le paramédical, le médico-social, la psychiatrie....

Pour les retraités, encore plus que pour les autres Haut-Marnais, c'est leur espérance de vie qui est en jeu. **L.L.**

UN SÉCUR DE PRÉFECTURE

Lors de la conférence de presse des organisations syndicales de retraités, le préfet en a pris pour son grade. En premier lieu, elles n'ont pas manqué de souligner le côté manœuvrier du Ségur de la santé centre et sud Haute-Marne mis en place quelques jours seulement après l'interpellation publique des mêmes syndicats à propos des déserts médicaux et de l'état lamentable de la santé en Haute-Marne. C'était en mars de cette année.

Le préfet Zimet a donc réuni, avec le décorum qu'il faut pour un non-événement, des professionnels de santé, des élus, l'ARS et même quelques syndicalistes -qui ont vite déchanté- et oublié... les représentants des syndicats de retraités.

C'est une chose établie, depuis son installation, le locataire de la préfecture mène une campagne de com' digne de Macron, son ex patron. Réunions, conférences de presse et mises en place de commissions dont on sait depuis Clémenceau qu'elles sont créées lorsqu'on veut enterrer un problème.

Ségur ? Depuis le mois de mars, la situation de la santé dans notre département n'a fait que se dégrader. Budgets rétrécis, la psychiatrie est dans le rouge cramoisi, la désertification médicale n'a pas été stoppée malgré les efforts méritoires de certains élus locaux. Elle s'étend aux professions paramédicales et aux spécialistes. Enfin, l'idée d'un nouvel hôpital à Chaumont lancée par le président du Conseil départemental a reçu une laconique et brutale réponse de l'ARS : c'est moi qui décide !

On attend avec impatience les résultats de ce Ségur préfectoral prévus pour l'automne. Nous avons pensé que cela signifiait fin septembre ou octobre. Mais une nouvelle réunion annoncée pour le 24 novembre laisse à penser que ce sera au mieux pour le début de l'hiver. Un hiver qui s'annonce covideux, masqué et rigoureux.

Neuf mois pour apprendre à manier la règle à calculer et nous dire, à quelques encablures des élections, que Macron a tout bon et qu'il a fait tout ce qu'il fallait pour notre santé, comme ce fut le cas pour notre pouvoir d'achat... **R.R.**



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

Tél : 06 79 61 00 78

RENOYER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AV. DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

LA PRÉCAUTION INUTILE *

« La calomnie, Monsieur ! Vous ne savez guère ce que vous dédaignez ; j'ai vu les plus honnêtes gens près d'en être accablés ». Beaumarchais, pour poursuivre cette chronique du Nouveau Relax et du non renouvellement du contrat (licenciement ?) de sa directrice.

Paul Fournié, adjoint chargé de la culture à Chaumont, aurait dû observer un silence prudent tant les arguments qu'il nous a servis dans le premier acte de cette mauvaise pièce paraissent un peu emberlificotés au commun des mortels comme aux spectateurs.

En tout état de cause, ils ne sont pas de nature à entraîner une telle sanction si on les compare au travail remarquable fait par l'équipe de la scène conventionnée de Chaumont. Avec un résultat inestimable, celui d'avoir établi un rapport de fidélité entre le public (jeune et moins jeune), le Nouveau Relax et le spectacle vivant.

Pourquoi, dès lors, après avoir empilé d'autres reproches à la liste de griefs et accusations impalpables, de on-dit et autres commérages, nous affliger d'un second acte et franchir le Rubicon avec une facilité telle qu'on ne peut imaginer qu'il en soit à son coup d'essai.

Intervenant au Conseil municipal, Paul Fournié explique avoir tenu à garder une certaine discrétion et retenue sur les raisons de son licenciement (dixit le Jhm) et « de ne pas étaler toutes les raisons ». Ne pas étaler toutes les raisons ! Regard tartuffe, et... court, court la rumeur. Tu parles d'une retenue et d'une discrétion !

Après le mensonge, le mépris, voilà donc venu le temps de la calomnie. C'est méprisable. Et on se demande comment un élu, qui plus est, adjoint à la CULTURE, a pu se laisser aller à une telle bassesse. On peut imaginer ce que vont penser de la directrice, ainsi traînée dans la boue de l'insinuation et du mépris, le ministère et les autres tutelles.

Et comme je ne crois pas à l'innocence de ces petits potentats locaux cumulant de confortables indemnités -mairie, agglomération, département avec leur salaire- qui se débarrassent, sans sourciller, d'une directrice à la programmation irréprochable, je pense que tout cela est calculé. Et politique. Le théâtre n'est-il pas l'art politique par excellence parce qu'il est art de la parole* et de sa mise en scène. Retour à la programmation.

RICHARD VAILLANT

* Second titre du Barbier de Séville

* Journal La Croix à propos des Bas-fonds de Gorki



CHAUMONT : LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

Même lorsque l'ordre du jour ne comporte pas de dossier vraiment important, les réunions du conseil municipal ne manquent pas, parfois, de surprendre. Il en fut ainsi le 19 novembre. Entre autres projets abordés, celui fort ambitieux et « longuement réfléchi par le Maire Christine Guillemy » : apprendre la démocratie dès le plus jeune âge. Les mots « longuement réfléchi » n'ont rien d'anecdotiques et la proposition paraît déjà parfaitement ficelée et organisée. Schéma, en quelque sorte, de cette démocratie qu'il serait nécessaire de faire entrer et ancrer dans les chères têtes enfantines un tantinet perturbées peut-être par le comportement parental. Parce qu'il faut bien dire les choses comme elles sont : dans une ville de 22 000 habitant-e-s qui compte, d'après l'INSEE, 17 500 personnes de plus de 18 ans, seules 15 300 sont inscrites sur les listes électorales et parmi ces dernières, seules 4 230 se sont exprimées au cours des dernières élections municipales. Rien, pour sûr, n'est plus urgent que d'instruire à la citoyenneté les 6 à 10 ans, mais ne conviendrait-il pas de s'interroger sur l'absentéisme croissant des habitants des quartiers populaires, lié peut-être à un sentiment d'abandon ?

Passons sur les détails, mais une question de fond interpelle : Démocratie, soit ! Mais de quoi sera-t-il question ? Quelques indications nous sont partiellement données. Il s'agit de gagner ces jeunes enfants au processus démocratique. Celui qui, chacun le reconnaît, fonctionne depuis des décennies et montre chaque jour un peu plus sa perfection ! C'est-à-dire le vote, hélas de moins en moins pratiqué par les adultes, les élections, qui ne manquent certes pas de candidats volontaires, souvent les mêmes et pour plusieurs postes à la fois, la gestion des projets qui n'est pas mince affaire, pour laquelle il faut sortir du lot, et surtout ne pas venir du commun des mortels. Restent les inévitables, bien que peu pratiqués, débats. Et même, osons, en y mettant comme le JHM du 21/11 les parenthèses (parfois contradictoires). Brièvement brossé, voilà un tableau assez peu enthousiasmant dans lequel la réflexion personnelle pour le bien collectif, la créativité, l'initiative, l'autonomie et l'émancipation n'ont pas leur place.

Gageons que la jeunesse en question, à qui appartient le devenir de ce pays et de ce monde saura faire fi de ces médiocres manœuvres. En toute démocratie, elle n'a pas de tâche plus urgente que de régler les questions intimement liées des crises environnementales et sociales. Son avenir sera ce qu'elle en fera.

G. TARDENOIS



MERCI, MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité a été entendu.
- Merci à Jean-François, Alain, Denise, Jean-Claude, Josette, Hervé, Xavier, Marie, Francis, Jean-Claude, Jean-Pierre, Sylvie, Jean-Paul, Annie et Claude, Patrice, Michèle, Jacqueline, Jacky, Gérard, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

- VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT